

CA Royan Atlantique : une forte attractivité résidentielle source de déséquilibres

La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique présente de nombreux atouts qui font d'elle un territoire attractif. Chaque année, elle voit s'installer de nouveaux habitants, actifs, retraités ou résidents secondaires, et attire de nombreux touristes. Génératrice d'emplois et de revenus, cette attractivité fragilise néanmoins le territoire. Les jeunes actifs et les familles sont moins nombreux à s'y installer. Le vieillissement de la population s'accroît confrontant la CA Royan Atlantique aux questions de la dépendance et de l'équilibre entre retraités et actifs. Son économie, peu diversifiée, est dépendante de l'activité touristique et de ses aléas. Le tourisme offre des emplois aux plus jeunes, mais le plus souvent précaires. Un enjeu majeur pour la CA Royan Atlantique est de trouver les leviers permettant de pallier ses déséquilibres. Des opportunités se dessinent tels que la «Silver Économie», ou l'arrivée future du TGV dans la région.

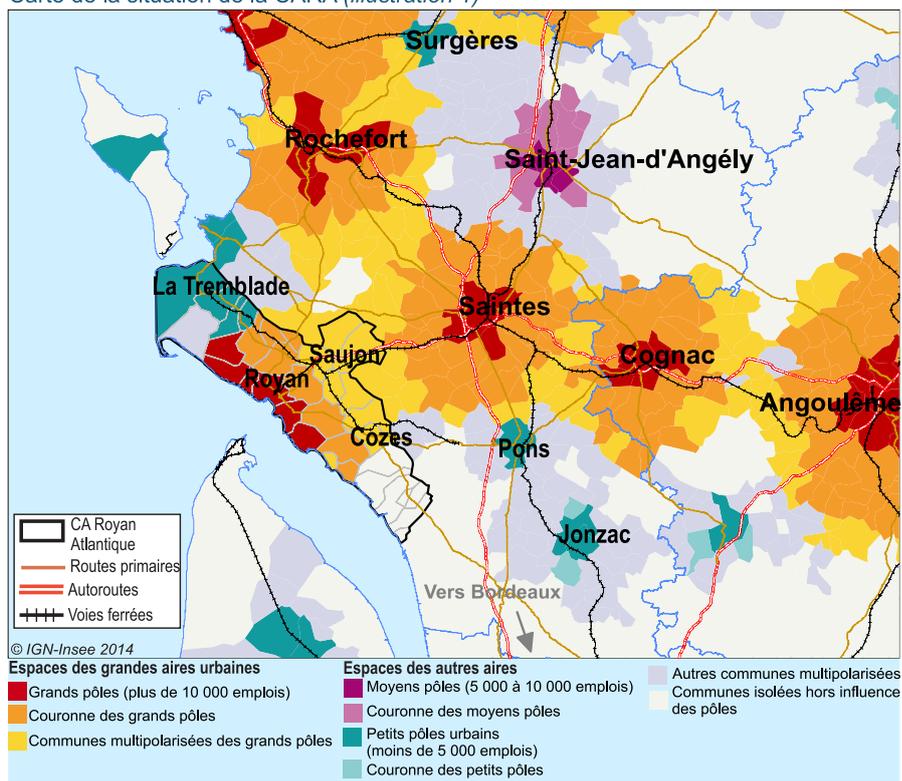
Située en Charente-Maritime, la Communauté d'agglomération de Royan Atlantique (CARA) rassemble 34 communes et s'étend sur 604 km². En 2011, la CARA compte 79 441 habitants. Sa position géographique, à la jonction de l'estuaire de la Gironde et du littoral atlantique, et ses aménités naturelles, rendent «la côte de beauté» particulièrement attractive.

Une forte attractivité résidentielle, seul moteur du dynamisme démographique

La forte attractivité du territoire se manifeste par une arrivée massive de nouveaux habitants. Près d'un habitant sur cinq n'habitait pas la CARA 5 ans auparavant. Les 14 000

Un fort dynamisme démographique dépendant de son attractivité résidentielle

Carte de la situation de la CARA (illustration 1)



habitants arrivés entre 2003 et 2008 viennent avant tout de la région Poitou-Charentes (31 %) et d'Île-de-France (27 %). Il s'agit principalement d'actifs (46 % des entrants), le plus souvent proches de la retraite, et également de retraités (40 % des entrants), dont 40 % d'anciens cadres ou professions intermédiaires.

Cette attractivité résidentielle est le seul moteur de la croissance démographique. L'excédent migratoire, de 1 100 habitants par an environ, comble largement le déficit naturel (illustration 2). Entre 2006 et 2011, la population a augmenté en moyenne de 1 % par an, soit 740 habitants supplémentaires chaque année. Ce rythme de croissance est deux fois plus rapide qu'au niveau national. Il s'est accéléré ces vingt dernières années, rattrapant et dépassant ainsi celui du référentiel littoral constitué de 19 zones d'emploi comparables (illustration 3 et encadré : territoire de comparaison : le référentiel littoral).

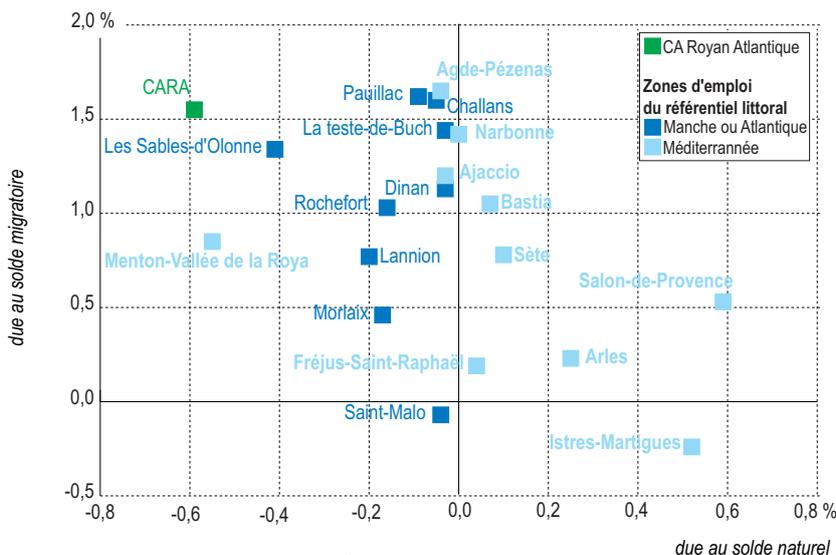
Un territoire qui attire touristes et résidents secondaires

Les atouts du territoire en font aussi une destination privilégiée des touristes. En 2013, le nombre de nuitées (hôtels et campings) a dépassé les 2,5 millions, soit 30 % de la fréquentation touristique de la Charente-Maritime. La population présente sur le territoire est triplée en juillet-août, atteignant 211 000 personnes en moyenne (illustration 4).

Nombreux sont également ceux qui choisissent d'y résider à titre de résidents secondaires. La CARA compte 33 000 résidences secondaires sur un total de 75 000 logements. Près de la moitié du parc de logements est ainsi consacrée aux résidences secondaires, voire plus de 60 % dans les communes de Les Mathes, Saint-Palais-sur-Mer, Vaux-sur-mer et Saint Georges de Didonne. Ce parc de résidences secondaires, inoccupé une grande partie de l'année, engendre une saisonnalité marquée sur l'activité économique.

Un fort dynamisme démographique dépendant de son attractivité migratoire

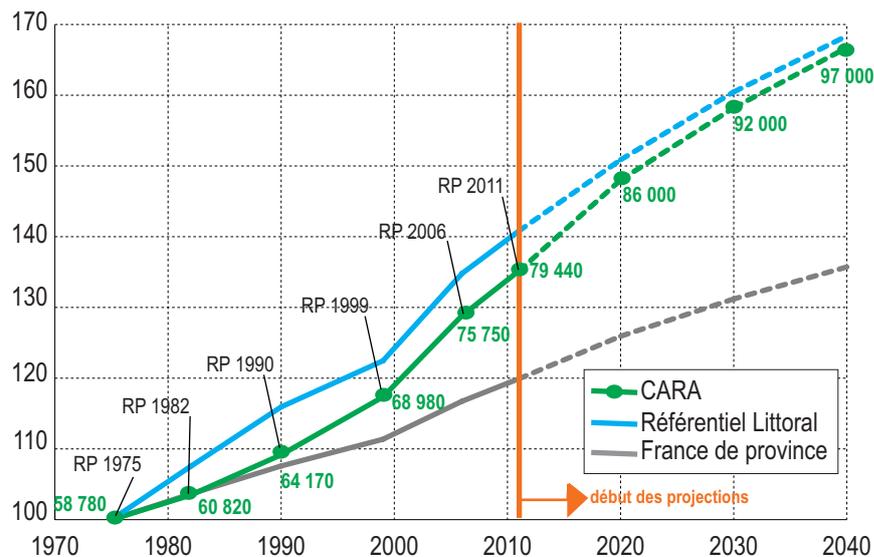
Évolution de la population due au solde naturel et au solde migratoire entre 2006 et 2011 (en %/an) (illustration 2)



Sources : Insee, Recensements de la population - État civil

Une population en forte augmentation

Évolution et projections de la population de la CARA (illustration 3)



Sources : Insee, Recensements de la population - Omphale

Forte saisonnalité de l'emploi et de la population liée à l'attractivité touristique

Évolution de la population et de l'emploi au cours de l'année (illustration 4)

	Moyenne annuelle	Minimum de l'année (janvier)	Haute saison	Très haute saison
Population présente (en 2006)	112 600	78 600	108 500	211 400
Emploi total (en 2011)	24 500	22 000	25 000	28 700
Emploi touristique (en 2011)	3 300	1 700	3 700	6 600
Part de l'emploi touristique (en %) (en 2011)	13,4	7,6	14,8	23,1

Sources : DGCIS, enquête SDT 2005 - Insee, Recensement 2006, Estimation d'emploi localisé - DADS 2011

Définition : La population présente en « haute saison » correspond à la moyenne de la population des mois de mai, juin et septembre. Celle de « très haute saison » correspond à la moyenne des mois de juillet et août.

De nombreuses familles quittent le territoire

L'arrivée de retraités anciens cadres, au niveau de revenus élevé, ainsi que la forte part de résidences secondaires exercent une pression sur les prix de l'immobilier. Les familles sont relativement moins nombreuses sur le territoire. Dans la CARA, 18 % des ménages sont des couples avec enfants, contre 25 % dans le référentiel littoral. Dans les communes du littoral de la CARA, plus d'un habitant sur deux est retraité. Les jeunes et les familles sont nombreux à quitter le territoire pour s'installer dans le reste de la Charente-Maritime, principalement à Saintes ou dans les communes proches de la CARA. Par ailleurs, 4 400 actifs, principalement des employés ou des ouvriers, travaillent dans la CARA, mais n'y habitent pas. La moitié d'entre eux résident dans les communes limitrophes (illustration 5).

Une population plus âgée et qui vieillit sous l'effet des migrations

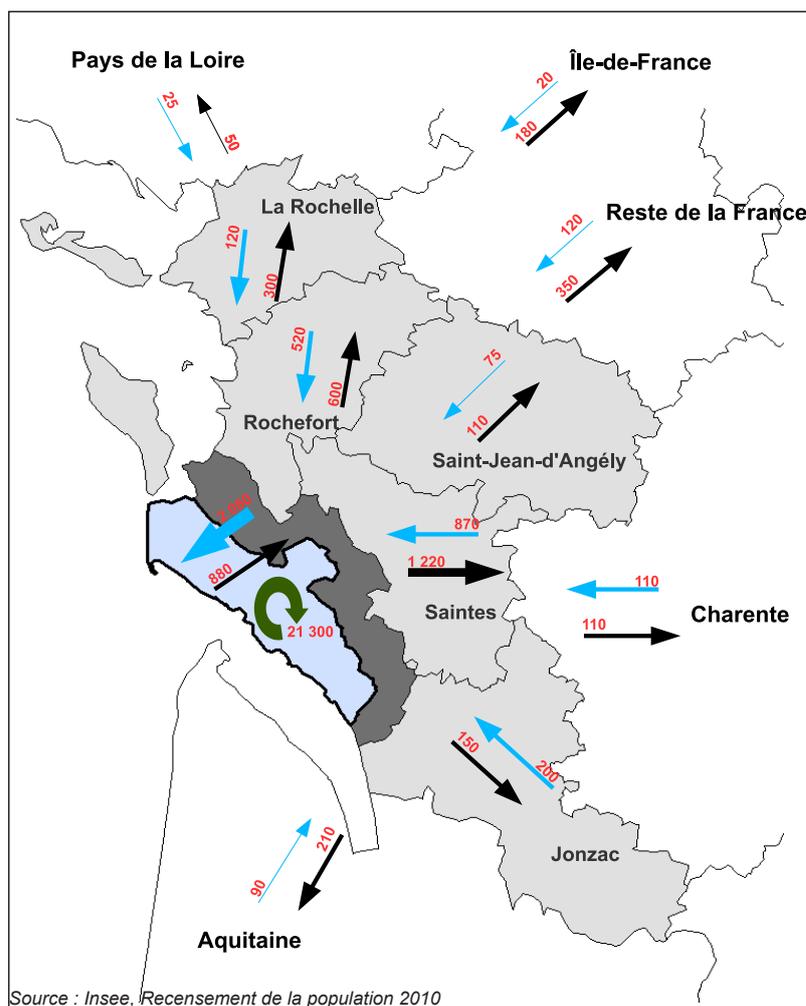
L'attractivité du territoire accentue le vieillissement de la population, déjà particulièrement marqué (illustration 6). Au jeu des migrations, si la CARA attire des retraités, elle perd en outre une partie de ses jeunes. L'âge moyen de la population est de 49 ans, soit 6 ans de plus que le référentiel et 5 ans de plus que le département. De plus, un habitant sur six a plus de 75 ans, et même un sur quatre à Royan (illustration 7). La prise en charge de la dépendance est donc d'ores et déjà un enjeu important pour les acteurs locaux.

Un emploi dynamique, mais dépendant du tourisme

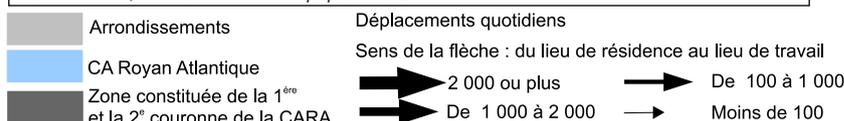
L'emploi dans la CARA a fortement progressé entre 1999 et 2010 (+16 %). Les secteurs de la santé et de l'hébergement pour personnes âgées sont les principaux moteurs des créations d'emploi sur la période (encadré : dynamisme et performance pour les secteurs de l'hébergement médico-social et de l'action sociale). En revanche, de nombreuses autres activités, même si elles créent des emplois, le font dans une proportion moindre que celle observée dans le référentiel.

4 400 personnes travaillent dans la CA Royan Atlantique, mais n'y résident pas

Déplacements domicile-travail en 2010 (illustration 5)

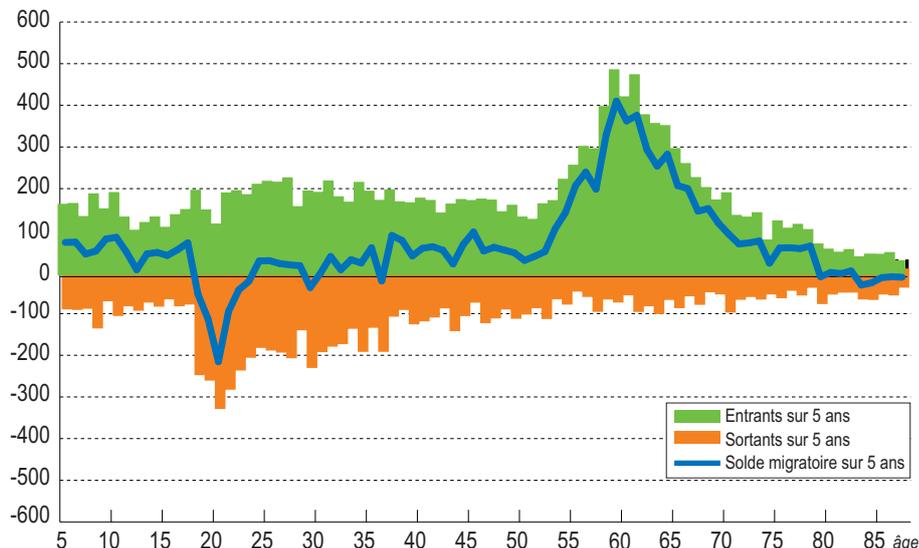


Source : Insee, Recensement de la population 2010



Les migrations amplifient le vieillissement de la population

Migrations résidentielles 2003-2008 pour la CA Royan Atlantique (illustration 6)



Source : Insee, Recensement de la population 2008

L'emploi du territoire repose largement sur une économie présentielle visant à satisfaire les besoins des résidents, des touristes et des excursionnistes (78 % de emploi contre 72 % dans le référentiel littoral). L'emploi touristique représente à lui seul 13 % en moyenne de l'emploi total et jusque 28 % en haute saison. Une partie de l'emploi liée au tourisme perdure toute l'année. Cependant, cette spécialisation forte de son économie rend la CARA vulnérable aux aléas économiques et climatiques.

Le tourisme est aussi facteur d'emplois précaires et moins bien rémunérés. Il s'agit principalement de contrats saisonniers de courte durée (2 mois), rémunérés en moyenne à 8,1 euros de l'heure contre 8,8 pour l'ensemble des contrats. La moitié de ces contrats saisonniers d'été sont occupés par des résidents de la CARA. Globalement, les emplois précaires (hors CDI et fonction publique) et les temps partiels sont plus nombreux : 18 % des salariés occupent un emploi précaire (contre 16 % dans le référentiel littoral) et 22 % travaillent à temps partiel (contre 19 %).

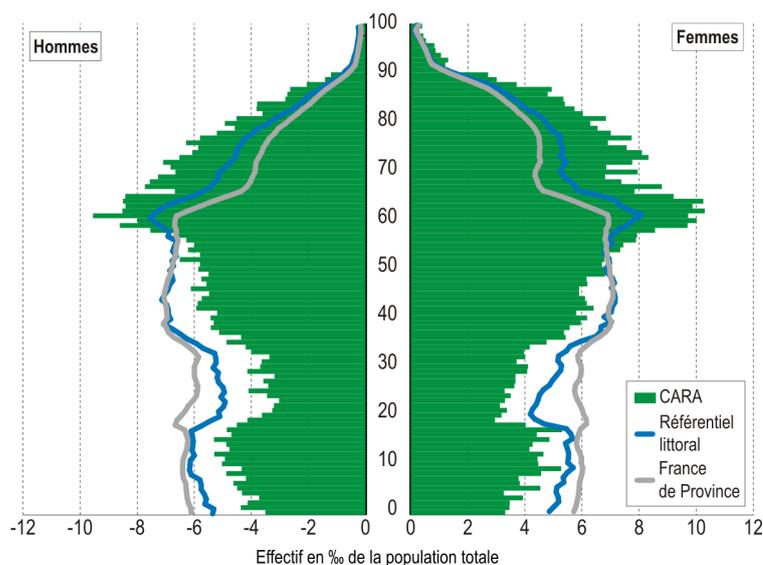
Des jeunes plus tôt dans la vie active, mais impactés par le chômage

Les jeunes habitants de la CARA entrent plus tôt dans la vie active et privilégient les filières courtes. En effet, le tourisme leur offre facilement un premier emploi : trois saisonniers d'été sur quatre ont moins de 25 ans. Pour une génération donnée, les jeunes de la CARA sont un peu moins nombreux à être titulaires d'un bac. En 2010, les jeunes de 20-24 ans, ayant résidé 5 ans auparavant dans la CARA, sont 53 % à posséder le niveau bac contre 54 % dans le référentiel et 64 % en province. Lorsqu'ils choisissent de poursuivre des études longues, ils quittent le territoire pour étudier principalement à Bordeaux (20 %), La Rochelle (19 %) et Poitiers (17 %).

Comme au niveau national, les jeunes de moins de 25 ans sont les plus exposés au chômage. Plusieurs facteurs augmentent le risque d'être au chômage dans la zone d'emploi de Royan, tels que l'absence de véhicule dans le ménage, le fait d'être

Une population nettement plus âgée que le référentiel littoral

Pyramide des âges en 2010 (illustration 7)



Source : Insee, RP 2010

une femme, vivre dans un ménage sans actif occupé ou encore avoir un faible niveau de diplôme. Au 3^e trimestre 2013, le taux de chômage est de 11,9 %, soit 2 points de plus qu'au niveau national, plaçant la zone d'emploi de Royan parmi le quart des zones d'emploi françaises ayant les taux de chômage les plus élevés. Les autres zones d'emploi de Charente-Maritime ont également de forts taux de chômage : 12,1 % dans la zone d'emploi voisine de Rochefort, 10,5 % dans celle de Saintes – Saint-Jean-d'Angély et 10,7 % dans celle de La Rochelle. Dans le référentiel littoral, le taux de chômage varie de 9 % à 18 % selon les zones d'emploi.

Des disparités sociales et territoriales

La CARA se caractérise par une plus forte disparité de revenus entre actifs et retraités. Les actifs de la CARA disposent d'un revenu moins élevé que ceux du référentiel littoral, alors que celui des retraités est nettement plus élevé. En 2011, le revenu fiscal médian est de 16 200 euros chez les 30-39 ans et de 22 300 chez les 60-74 ans, contre respectivement 16 900 euros et 21 000 euros pour le référentiel littoral. À ce déséquilibre générationnel, s'ajoutent des disparités territoriales : les habitants du bassin de Cozes vivent avec des niveaux de revenu nettement moins élevés que ceux du bassin de Royan.

En lien avec son fort taux de chômage, le territoire n'est pas épargné par la précarité sociale : 18,9 % des personnes de moins de 65 ans (hors agriculteurs et étudiants) vivent en dessous du seuil de pauvreté et 5 % sont bénéficiaires du RSA socle non majoré. Ce niveau de précarité est comparable à celui constaté dans le référentiel littoral, mais légèrement supérieur à la province. Malgré des revenus moyens plutôt élevés, les retraités de la CARA sont potentiellement les plus exposés à la précarité énergétique, en raison de logements sur-dimensionnés. 3 900 ménages consacrent plus de 10 % de leur revenu disponible pour l'énergie de leur logement. Parmi eux, 2 900 sont des ménages de plus de 60 ans, des personnes seules dans 4 cas sur 5.

Une population qui devrait continuer d'augmenter et de vieillir

À l'horizon 2040, la population de la CARA atteindrait les 97 000 habitants si les tendances récentes en matière de fécondité, d'espérance de vie et de migrations se prolongent (illustration 1). La population augmenterait de 23 % sur la période. Un ralentissement de cette dynamique devrait néanmoins avoir lieu : le taux de croissance passerait de 0,9 % par an sur la période 2010-2020, à 0,7 % puis 0,5 % pour les décennies suivantes.

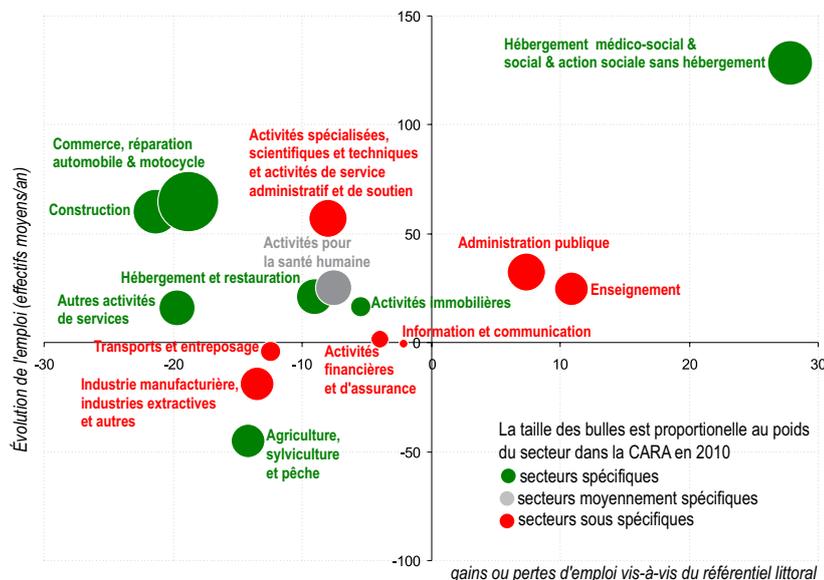
Dynamisme et performance pour les secteurs de l'hébergement médico-social et l'action sociale

L'hébergement médico-social et les activités sociales sont les moteurs de l'emploi sur la période 1999-2010, principalement les activités d'aides à domicile et d'hébergement médicalisé pour personnes âgées. Ces secteurs sont les plus dynamiques : entre 1999 et 2010, plus de 120 emplois y ont été créés en moyenne chaque année. Ils sont également les plus performants face au référentiel littoral : 30 emplois environ de plus que s'ils avaient évolué au même rythme que le référentiel littoral. Les secteurs du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration ont gagné 80 emplois environ par an sur la période. Cependant, l'emploi dans ces secteurs s'avère être moins performant vis-à-vis du référentiel.

Le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche a perdu des emplois entre 1999 et 2010, et en a perdu davantage que le référentiel littoral et qu'au niveau national. Sa part dans l'emploi total est ainsi passée de 9,3 % à 5,9 %. Cependant, il demeure un secteur spécifique vis-à-vis du référentiel littoral. En 2010, il compte 1 500 emplois dont 650 appartiennent au secteur de l'aquaculture en mer.

L'hébergement médico-social et les activités sociales, principaux moteurs de l'emploi de ces vingt dernières années

Dynamisme et performance sectoriels par rapport au référentiel littoral entre 1999 et 2010 (illustration 9)



Note de lecture : La taille des bulles indique le poids du secteur dans la CARA en 2010. La couleur des bulles indique la spécificité sur la période des secteurs vis-à-vis du référentiel : le secteur est spécifique si le poids du secteur est supérieur à 1,10 %; il est sous-spécifique si le poids est inférieur à 0,9 %. La position des bulles selon l'axe vertical (le dynamisme) indique l'évolution annuelle de l'emploi dans le territoire de la CARA entre 1999 et 2010. Le second axe, horizontal (la performance), indique le gain ou la perte d'emplois par rapport au référentiel littoral. Exemple : entre 1999 et 2010, le secteur de l'agriculture, sylviculture et de la pêche a connu une destruction d'emploi. De plus, il a connu une perte d'emploi plus importante que s'il n'avait évolué comme l'emploi du référentiel.

Note de lecture : La taille des bulles indique le poids du secteur dans la CARA en 2010. La couleur des bulles indique la spécificité sur la période des secteurs



Pour tout renseignement statistique

www.insee.fr/poitou-charentes
insee-contact@insee.fr
0 972 724 000 (tarification appel local)
 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h



Insee Poitou-Charentes
 5 rue Sainte-Catherine - BP 557
 86020 Poitiers Cedex
 Tél : 05 49 30 01 01
 Fax : 05 49 30 01 03
sed-poitou-charentes@insee.fr

Directrice de la publication : Fabienne LE HELLAYE
 Coordination rédactionnelle : Fabienne LE HELLAYE,
 Gérard MOREAU, Laurent DIAZ et Boris SIMON
 ISSN 0221-1068